

Vingt ans de décroissance : Quel bilan ?

Serge Latouche

Professeur émérite à l'Université Paris-Saclay

Mondes en décroissance

20 avril 2023

<http://revues-msh.uca.fr/revue-opcd/index.php?id=184>

Résumé

Faire le bilan de vingt ans de décroissance, c'est bien sûr prendre acte de l'avancée de l'idée dans la société et des initiatives de mise en œuvre du projet dans les pratiques, ce qui en constitue l'actif. Mais c'est aussi rendre compte du passif. Celui-ci concerne non pas tant le fait que le projet n'ait pas abouti globalement, que l'examen des diverses stratégies mises en œuvre pour sa neutralisation, voire sa tentative de récupération, cela afin de mieux apprécier où nous en sommes. Comme au niveau des mesures concrètes, en effet, les choses n'ont pas beaucoup bougé, il importe donc d'identifier plus précisément les adversaires d'un programme politique de décroissance et les obstacles à la réalisation d'une société écompatible.

Introduction

La décroissance a 20 ans¹. Le projet a pris forme en France, en effet, entre la parution d'un numéro séminal dédié de la revue *Silence* en février 2002, le colloque de La Ligne d'horizon à l'UNESCO « Défaire le développement refaire le monde » en avril et celui de Casseurs de pub à Lyon en septembre sur la décroissance, suivi du lancement du journal éponyme. Après un démarrage en fanfare en partie due à la curiosité des médias et à la canicule de l'été 2003, le mouvement a connu une éclipse médiatique, tout en poursuivant son chemin de façon souterraine, en particulier en se diffusant au-delà de l'hexagone, d'abord dans les pays latins (Italie, Espagne, Portugal, Amérique latine), puis de façon plus ambiguë dans le monde anglophone et finalement un peu partout. La pandémie et l'urgence climatique aidant, la décroissance a refait surface ces derniers temps et s'est invitée dans le débat politique français en vue des élections présidentielles de 2022. Revendiquée pour la première fois par une candidate, aux primaires des écologistes, elle constitue désormais une proposition face à laquelle tous les responsables politiques sont forcés de se situer, ne serait-ce que pour rejeter avec horreur ou mépris un projet par ailleurs largement méconnu dans sa portée. Le président Macron lui-même y a fait référence à plusieurs reprises et continue à y faire allusion pour s'en dissocier. D'abord, en assimilant les « objecteurs de croissance » aux amish, puis dans sa campagne électorale en se revendiquant « en même temps » pour la croissance et pour la décroissance, enfin en déclarant à Marseille, le 16 avril 2022 :

Je veux être clair avec vous, je ne crois pas en la décroissance, au contraire (...) il nous faut produire et travailler davantage (...) Les avions sans émission « zéro carbone », les trains hydrogène, la voiture électrique produite en France, les éoliennes en mer produites en France, les mini réacteurs [nucléaires] et tant et tant d'autres solutions².

L'exemple des amish, cité comme repoussoir par le Président Macron en 2020, est intéressant à méditer, non pas, bien sûr, pour en faire une imitation servile dans la lettre et dans l'esprit, mais pour réfuter les objections concernant le supposé « irréalisme » du projet de la décroissance, puisque cette communauté protestante, tout en refusant de nombreux aspects de la modernité fait preuve d'une belle

résilience et d'une incontestable réussite économique. La volte-face opportuniste récente du même Macron avec la farce de la sobriété a au moins le mérite d'avoir fait de la décroissance un objet médiatique incontournable. Une véritable casuistique a ainsi vu le jour pour préciser les différences entre une société sobre et une société décroissante³.

Faire le bilan de vingt ans de décroissance, c'est bien sûr prendre acte de l'avancée de l'idée dans la société et des initiatives de mise en œuvre du projet dans les pratiques, ce qui en constitue l'actif. Mais c'est aussi rendre compte du passif. Celui-ci concerne non pas tant le fait que le projet n'ait pas abouti globalement, que l'examen des diverses stratégies mises en œuvre pour sa neutralisation, voire sa tentative de récupération, cela afin de mieux apprécier où nous en sommes. Comme au niveau des mesures concrètes, en effet, les choses n'ont pas beaucoup bougé, il importe donc d'identifier plus précisément les adversaires d'un programme politique de décroissance et les obstacles à la réalisation d'une société écompatible.

La percée théorique et les avancées pratiques

Le contraste entre la percée théorique du projet et les avancées pratiques est impressionnant et pathétique. L'émergence médiatique de la référence à la décroissance résulte largement du travail accompli sur le plan de la diffusion de ce projet à travers les journaux, les revues, les émissions de télévision et de radio, les interventions dans les colloques, forum divers, les livres publiés tant en France qu'à l'étranger. Outre le journal français *La décroissance*, et ses comparses belge, *Kairos*, et suisse, *Moins*, on ne compte plus les publications, les réseaux, les sites qui font écho à tout ou partie des idées de la décroissance. Même si la savante revue *Entropia*, d'étude théorique et politique de la décroissance, a dû arrêter sa parution, la décroissance, sous le vocable globish discutables de *degrowth*, est même devenue un sujet d'étude universitaire au niveau international sur lequel on fait des recherches et on écrit des thèses⁴.

On pourrait d'ailleurs s'étonner que le mouvement des objecteurs de croissance ne se soit d'ailleurs pas directement impliqué plus dans le débat sur les *commons*, les biens communs, débat qui a mis en effervescence le monde alternatif, et certains économistes suite à l'attribution d'un prix dit « Nobel » à Elinor Ostrom en 2009. La décroissance, en effet, prône la démarchandisation de la nature et du social, et cela concerne donc indirectement, mais très fortement, les biens communs (eau, air, terre, environnement, espaces urbains, espaces verts, paysages, éducation, culture, etc.), et va même au-delà en préconisant de revivifier l'esprit du don à travers la convivialité, de développer les biens relationnels (connaissance, amitiés, soins ou *care*, *agapè*), ou encore de favoriser la gratuité. La raison première de cette absence relative en est sans doute que le débat sur la tragédie des *commons* lancé par l'article éponyme fameux de Garrett Hardin, s'est déroulé à l'intérieure de la sphère économique et que la décroissance ne se propose rien de moins que de « sortir de l'économie » (Hardin, 1968 ; Buck Cox, 1985)⁵. Depuis, les chercheurs décroissants ont rattrapé ce retard à l'allumage...

Toutefois, il faut bien reconnaître qu'au-delà de l'agitation médiatique, des groupuscules militants et des réseaux de chercheurs académiques, l'émergence du grand récit d'émancipation par l'alternative décroissante a du mal à s'imposer. Non pas qu'une société d'abondance frugale ou de prospérité sans croissance ne soit pas séduisante, ni bien argumentée, contrairement à ce que disent ses détracteurs, mais plus simplement parce que l'appétence de l'utopie concrète, ne peut naître sans une désintoxication du système dominant,

décroissance ». Avec la vogue de la sobriété qu'il lui faut bien opposer à décroissance les déclarations gouvernementales ne se comptent plus.

³ Ainsi le 6/10, Macron : « ça ne veut pas dire aller vers une économie de la décroissance. Pas du tout. La sobriété ça veut juste dire gagner en efficacité ». Elisabeth Borne : « La sobriété énergétique, ce n'est pas produire moins et faire le choix de la décroissance ». Agnès Pannier Runacher : « La sobriété c'est pas la décroissance ».

⁴ L'édition et la réédition d'un « Que sais-je ? » sur la décroissance ainsi qu'une nouvelle édition revue, augmentée et mise à jour de mon livre *Le Pari de la décroissance* sont un indice révélateur.

⁵ Pour un aperçu d'ensemble du sujet on peut se reporter à la synthèse de Jean-Benoît Zimmerman, *Les commons. Des jardins partagés à Wikipédia*, Paris, Libre et solidaire, 2020.

¹ Une première ébauche de ce texte a été publiée dans le journal de la décroissance belge, *Kairos*, de juin-août 2022, N°55. Serge Latouche est économiste et philosophe. Il a dirigé le Groupe de recherche en anthropologie, épistémologie de la pauvreté (GRAEEP). Il est cofondateur d'*Entropia*, revue consacrée à la décroissance. Il dirige depuis 2013 la collection « Les précurseurs de la décroissance » aux éditions Le Passager clandestin, il est aussi l'un des contributeurs historiques de *La Revue du MAUSS*. Ses derniers ouvrages : *La Décroissance* (Que sais-je ?, 2019), *L'abondance frugale comme art de vivre : Bonheur, gastronomie et décroissance* (2020), *Travailler moins, travailler autrement ou ne pas travailler du tout* (Rivages, 2021).

² Notons encore pour la même période ses déclarations du 7 avril : « Ce que nous faisons depuis 2017, c'est le regroupement de la social-démocratie, de l'écologie de progrès qui refuse la décroissance... » et du 19 avril : « Je crois à l'écologie de construction, je ne crois pas à l'écologie de

autrement dit une décolonisation de l'imaginaire. C'est un peu comme les deux lames du rasoir super Gillette G2 de la pub : la première lame dresse le poil, la seconde le coupe. Dans le cas du choix d'une société alternative, cela donne : la menace, voire l'expérience d'une catastrophe favorise la prise de conscience de la nécessité de la rupture, tandis que la narration de l'utopie concrète offre la direction du changement légitimé par l'inscription dans une filiation historique. Ou bien, à l'inverse, le grand récit pour régénérer la société suscite une adhésion intellectuelle et sentimentale et le choc de la venue du danger prévisible ou de la catastrophe annoncée, provoque le passage à l'action. Ceux qui par intérêt, comme les négationnistes du climat, ou par opportunisme comme les écologistes médiatiques (tel le regretté Bruno Latour) dénoncent la décroissance comme écologie punitive ou déplorent le côté négatif du concept manifestent en fait leur refus d'assumer le coût symbolique ou réel de la rupture. Aborder la nécessité de sortir du consumérisme (et, bien sûr, de l'imaginaire économique) est un sujet qui fâche. En revanche, là où Bruno Latour a raison, c'est en insistant sur le bouleversement insidieux qui s'est produit dans la perception commune du monde. La terre que nous pensions ferme sous nos pieds se dérobe et nous ne savons plus très bien dans quel monde nous vivons. Ce sentiment très largement partagé est certainement un premier pas dans la décolonisation de l'imaginaire de la modernité.

Au niveau des pratiques, les choses ont certes changé, même si cela est loin d'être suffisant. La pandémie du Coronavirus qui a éclaté en 2019 a illustré une nouvelle fois et de façon encore plus massive et spectaculaire toute la *Fragilité de la puissance*, pour reprendre le titre de l'excellent livre d'Alain Gras (2003) ; elle nous a fait toucher du doigt ce que pourrait être cet effondrement de la société de croissance et une gestion autoritaire, voire totalitaire du monde d'après.

Quel gouvernement, s'interrogeait Yves Cochet en 2002, oserait interdire les vols inférieurs à 500 km, ce qui diminuerait de 40 % leur nombre, tout en offrant un réseau ferroviaire alternatif de bonne qualité, ou bien imposer une taxe de 50 euros sur chaque billet pour abonder un fonds destiné à lutter contre le changement climatique ? Si à l'époque, la réponse était qu'il n'y en avait aucun, sur ce point, les choses ont évolué, sous la pression des événements. Le péril se rapprochant, on voit désormais des cortèges impressionnants pour réclamer des mesures plus radicales contre le changement climatique. À la suite de la jeune Suédoise, Greta Thunberg, on a vu des masses de jeunes (et de moins jeunes) se mobiliser enfin « pour la planète », même si les mesures concrètes pour aller dans le bon sens restent timides. Le décalage entre l'audace relative, inattendue, des propositions faites par les 150 citoyens tirés au sort de la convention citoyenne sur le climat et la frilosité du monde politique interpelle.

Parmi les modestes avancées positives de ces dernières années, on peut citer par exemple, la légère baisse de la production de déchets en France, (de 6,5 % entre 2007 et 2017 selon les chiffres de l'Ademe) ; mais en 2018, on produisait encore plus de 342 millions de tonnes de déchets, soit un peu plus de 5 tonnes par habitant. On peut mettre aussi à l'actif de la mouvance écologiste à laquelle participe la décroissance en France de nombreuses initiatives individuelles et collectives et quelques victoires comme l'abandon du projet d'aéroport de Notre Dame des Landes ou de l'exploitation d'une mine d'or en Guyane. Toutefois, tout cela reste encore dérisoire par rapport aux nombreuses défaites subies.

Enfin, pour faire bonne mesure, on peut signaler les liens que la décroissance entretient sous le signe de l'escargot avec deux initiatives concrètes de transformation du monde : la révolution néo-zapatiste (de laquelle on peut rapprocher l'émergence du *buen vivir* de l'Amérique andine) et le mouvement *Slow food*. Bien que le *caracol* des cultures mésoaméricaines précolombiennes ne soit pas tout à fait notre escargot (en fait un mollusque d'eau douce ou un grand coquillage marin) et que les raisons de son choix comme symbole soient différentes pour le mouvement de la décroissance, pour le mouvement *slow food* et pour les néozapatistes, le rapprochement des trois mouvements qui entretiennent d'évidentes complicités (en particulier à travers la figure emblématique d'Ivan Illich qui inspire la convivialité du *slow food* et a donné son nom à l'université de la terre à Saint Cristobal de Las Casas) et complémentarités est heureux et constitue bien un symptôme symbolique de la convergence des voies.

Néanmoins, tout cela qui n'est pas rien, reste encore très insuffisant au regard du passif. Au mieux, la dégradation a été freinée, et quelquefois arrêtée, mais la situation dans l'ensemble continue de se

dégrader à tel point qu'on peut se demander si l'effondrement n'est pas déjà en marche.

Limites et échecs en théorie et en pratique

Si l'actualité récente n'a pas porté atteinte à l'analyse faite lors du lancement de la décroissance, on a le sentiment étrange, en ce qui concerne la France au moins, que rien n'a vraiment bougé, et qu'au niveau du discours dominant, on fait du surplace, voire même parfois que l'on a reculé. Il suffit de remplacer développement durable par croissance verte, de changer quelques noms propres, mettre Macron à la place de Chirac, Trump au lieu de Bush, illustrer les relances par l'investissement dans le numérique plutôt que dans les autoroutes, et ripoliner les références bibliographiques par des parutions plus récentes qui confirment, pour la plupart, le diagnostic antérieur. Beaucoup de bons livres ont, par ailleurs, été oubliés ou ne sont jamais sortis de la confidentialité bien que les analyses qu'ils contenaient restent d'une étonnante actualité et ont souvent été reprises sans être citées par de nouveaux auteurs au succès tout aussi éphémère... Qui se souvient, par exemple, de l'excellent livre de Pierre Thuillier (1995), *La grande implosion, rapport sur l'effondrement de l'Occident, 1999-2002* ? Pour qui a vécu les années 1970 et a conservé la mémoire, à écouter les discours de la plupart des responsables politiques et des experts économistes, on a l'impression d'entendre un vieux disque rayé.

La percée toute relative de la décroissance dans le monde intellectuel n'est, de plus, pas toujours exempte d'ambiguïté. Depuis qu'en raison de cette notoriété, la décroissance est entrée dans l'université sous son nom transnational de *degrowth* et fait l'objet de thèses truffées de références savantes, des économistes obsessionnels voulant se recycler dans la décroissance tentent de nous proposer de beaux modèles économétriques d'articulation entre l'économie capitaliste/productiviste en régression et l'anti-économie conviviale en expansion. La radicalité du projet originel perd ainsi beaucoup de son potentiel et de l'incitation militante, au profit d'ambitions carriéristes. Cette décroissance-là s'inscrit plus dans la mouvance de l'économie alternative que dans celle d'une alternative à l'économie. On en arrive dans le monde anglophone à opposer à une *degrowth*, jugée trop réformiste, d'autres projets plus radicaux de post-croissance.

Par ailleurs, là où elle conserve sa radicalité originelle, la décroissance se heurte à des attaques en règle visant à délégitimer le projet. La stratégie de délégitimation de la décroissance la plus efficace consiste sans doute à la taxer d'écologie punitive. Cette belle trouvaille médiatique bénéficie d'un incontestable succès, comme ses compères le développement durable et la croissance verte, du fait du poids des routines et de la répugnance au changement des habitudes. Les lobbies du productivisme et du consumérisme cherchent à empêcher par tous les moyens l'adoption de toute mesure écologique s'attaquant aux situations dommageables pour l'environnement mais profitables, en multipliant les études orientées, voire en falsifiant carrément les données. Si toute remise en question des modes de vie et des habitudes impliquant réduction de certaines consommations, et par conséquent transformation de l'appareil productif, est considérée comme insupportable (« Le mode de vie des Américains n'est pas négociable » comme disait Bush père), et cela, quels que soient les bénéfices en termes de bien-être et de joie de vivre que ce changement bien conçu peut apporter à terme par ailleurs, alors oui, la décroissance est une écologie punitive. Mais alors, il faut admettre qu'il n'y a pas de transition écologique réelle possible et que toute politique environnementale se limite à l'écoblanchiment (*greenwashing*). Les politiques écologiques minimalistes de la plupart des gouvernements qui font peser les mesures indispensables pour limiter les catastrophes sur les classes populaires, comme certaines taxations, sont, elles, effectivement punitives, car ne remettant pas en cause le logiciel dominant, elles n'apportent d'autres compensations que la prolongation de la survie de la société de croissance avec ses inégalités et ses injustices. Faire rêver « Billancourt » comme le propose le leader socialiste belge, Paul Magnette, dans un livre récent (2022), c'est bien et même nécessaire, et c'est ce que tente, avec beaucoup de courage et d'énergie, François Ruffin dans son action et avec le journal *Fakir*, mais on ne peut passer sous silence la difficulté de la cure de désintoxication du consumérisme. Dans sa planification écologique, ambitieuse dans les mots, mais bien moins dans les projets concrets, le gouvernement d'Elisabeth Borne se heurte tout de même à cette difficulté. Si timides que soient les mesures de transformation de la production et de la consommation, il y a un prix à payer : certaines activités régressent, des entreprises disparaissent, des

travailleurs sont mis au chômage, certains produits renchérisent, etc. Le gagnant-gagnant a des limites. À force de refuser de s'attaquer aux gigantesques inégalités – en refusant même une taxation des superprofits votée à la chambre –, principale cause de la destruction de l'environnement, sous prétexte de ne pas « fracturer le corps social », le gouvernement détruit un peu plus tout à la fois la société et la planète.

Dans le même temps, des concepts qui participaient du logiciel décroissant sont banalisés et/ou récupérés contribuant de ce fait à une entreprise de neutralisation du caractère subversif du projet. Il en est ainsi de la bioéconomie, de la résilience, de l'économie circulaire, de la transition et finalement de l'effondrement, sans compter bien sûr la sobriété. De l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini découlaient, pour Nicholas Georgescu-Roegen, la nécessité de faire une bioéconomie, c'est-à-dire de penser l'économie au sein de la biosphère⁶. Le programme a été par après dévoyé pour désigner les manipulations du vivant afin de tenter de résoudre la crise écologique par une fuite en avant techniciste sans remettre en cause la croissance. Cette seconde bioéconomie est même devenue une pièce maîtresse de l'idéologie de la croissance verte, nouvel oxymore tendant à remplacer celui défraîchi de « développement durable », et qui donne lieu aux mêmes acrobaties mystificatrices sur son contenu (Tordjman, 2021)⁷.

Ces dernières années, de la même façon, le concept de résilience, au cœur du projet des villes en transition, a été récupéré et instrumentalisé par les « administrateurs du désastre », c'est-à-dire les lobbies représentant les intérêts économiques et les gouvernements à leur service, pour éviter de rompre avec le productivisme et donner l'impression de résoudre la crise écologique par une adaptation des populations, le cas échéant en les culpabilisant (Ribault, 2021)⁸. C'est une telle stratégie d'instrumentalisation qui a été menée également avec l'économie circulaire, qui est devenue la base du *green deal*, la doctrine de la Commission européenne pour affronter la crise écologique (Berlan *et al.*, 2022)⁹. Alors qu'en tant que dispositif ingénieux pour contrecarrer l'obsolescence programmée et le gaspillage des ressources, celle-ci avait naturellement sa place dans la mise en œuvre d'une politique de décroissance.

Surfant sur la vogue des critiques de l'évaluation de la richesse par le PIB, indice fétiche de la croissance qui ignore totalement l'écologie, le Président Sarkozy avait lancé en février 2008 une grande opération de communication, pour couronner le grand raout d'enfumage du Grenelle de l'environnement. Dédaignant les experts français fort compétents ayant déjà travaillé sur ce thème, il a fait appel à deux économistes mondialisés et nobélisés, Joseph Stiglitz et Amartya Sen, pour constituer une commission et rendre un rapport sur la mesure des performances. La commission constituée d'un aréopage de sommités économiques transnationales a travaillé en anglais et remis son rapport en septembre 2009. Évidemment, ce savant document publié à grand renfort de battage médiatique, n'apporte rien de vraiment nouveau par rapport aux travaux antérieurs dont il fait une honnête synthèse, et une fois passé le show, rien n'a substantiellement changé. Pouvait-il en être autrement ? Comment croire que la proposition d'un changement d'indicateur permettait de résoudre les problèmes ?

Enfin, une forme plus perverse de neutralisation du potentiel subversif de la décroissance a été réalisée par sa radicalisation même en quelque sorte. La perspective d'un effondrement, en effet, était largement utilisée par les décroissants pour évoquer le destin de la société de croissance et convaincre les gens de la nécessité de rompre avec le logiciel de la croissance (la première lame du rasoir), et construire une alternative sobre tout à la fois soutenable et souhaitable (la deuxième lame). Les menaces étant nombreuses et de nature diverse (dérèglement climatique, sixième extinction des espèces, pandémies, crises sociales, etc.), l'évocation de catastrophes visait avant tout à éviter la fin de l'humanité tout en sortant de la misère du présent. Le potentiel à dessein provocateur du slogan de décroissance, a été en partie éclipsé dans une partie de l'opinion par la vogue de la collapsologie. C'est ainsi qu'on est passé dans les médias du négationnisme de la crise écologique à la mode de visions apocalyptiques, en faisant l'impasse sur un changement de système comme le prône la

⁶ On sait que la « décroissance » vient de ce que le terme a été utilisé en français pour intituler un recueil de ses essais.

⁷ Voir Hélène Tordjman, *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, Paris, La découverte, 2021.

décroissance. Celle-ci était utopique, inutilement alarmiste et ridicule, et n'était pas à l'ordre du jour quand elle est apparue en 2002. Elle est tout aussi utopique vingt ans après, mais il est trop tard désormais pour y songer, dépassée qu'elle est par l'effondrement en cours. Elle n'est donc toujours pas à l'ordre du jour. Avant, la catastrophe possible, c'était une illusion et il convenait de ne rien faire. Maintenant, il n'y aurait plus rien à faire, sinon s'adapter (la résilience) ou attendre un miracle technologique (géo-ingénierie ou transhumanisme). Les gouvernements eux-mêmes – le fameux livre de Jared Diamond, *Collapse*, était dit-on le livre de chevet du Président Sarkozy – ne se sont pas privés de jouer aussi sur ce tableau.

En pratique, les limites de l'aboutissement du projet sont encore plus évidentes. Si depuis quelques années, suite aux alertes des COP successives, certains pays ont réduit leur empreinte écologique, les chiffres n'ont malheureusement pas beaucoup changé dans l'ensemble, puisqu'en 2016, l'empreinte moyenne de l'humanité atteignait 2,75 hectares (au lieu du 1,8 souhaitable) et le « jour de dépassement » (*overshoot day*), c'est-à-dire le jour de l'année qui correspond à l'épuisement des ressources renouvelables a continué d'avancer chaque année, jusqu'en 2018, année où il tombait le 25 juillet. Après une légère baisse due à la pandémie du covid 19, il semble provisoirement stabilisé autour de cette date. Par ailleurs, les grands travaux inutiles et nuisibles sont toujours à l'ordre du jour. Ainsi, après le creusement des tunnels de Lötschberg (34 km), ouvert en 2007, celui du Gothard (57 km) ouvert en 2016, sont programmés celui du Brenner 64 km (horizon 2032) et le Lyon-Turin 57 km prévu pour 2030. Il s'agit là de chantiers européens parmi les plus titanesques du XXI^e siècle.

Les responsables tout en multipliant les déclarations pour réduire les émissions de gaz à effet de serre veulent maintenir, voire en accroître encore les causes : tourisme de masse, transports aériens, agriculture productiviste. En France, en dépit d'un programme de 800 millions d'euros pour réduire de 50 % entre 2009 et 2021 l'utilisation des pesticides, celle-ci a augmenté de 15 % ! On ne peut que reprendre la fameuse formule de Bossuet : « Dieu se rit des hommes qui déplorent les effets dont ils chérissent les causes »... Si un tribunal américain a fini par condamner la firme Monsanto à payer une forte indemnité à un utilisateur californien victime du *round-up*, des sondages récents nous apprennent que la résistance aux OGM faiblit dans l'opinion et un tribunal français a condamné la Confédération paysanne à payer une forte indemnité à Monsanto. Jusqu'à présent (2022), l'Europe a réussi à se protéger tant bien que mal des OGM de première génération, mais il semble qu'il n'en sera pas de même pour les nouveaux, plus subtils. Le lobbying de Bayer, qui entre temps a absorbé Monsanto, reprend le même argumentaire sur les effets écologiques prétendument bénéfiques des nouveaux OGM, et cela en dépit du fait que les promesses précédentes concernant les anciens se soient révélées fallacieuses. La Commission européenne s'apprête néanmoins à les autoriser en 2023 et le président Macron semble bien leur donner sa bénédiction dans son plan France 2030 (Foucart, 2021).

Quant aux inégalités, les récents rapports de l'ONG Oxfam, sont encore plus accablants, or on sait que les riches polluent infiniment plus que les pauvres. En 2010, 368 personnes détenaient une richesse équivalente au revenu de la moitié de l'humanité, en 2011, 166, en 2012, 159, en 2013, 92 en 2014, 80, en 2016, 62, en 2017, 8, et finalement 5 en 2018 (Germani, 2021, p.249). Le deuxième rapport sur les inégalités mondiales du *World Inequality Lab*, publié en décembre 2021 et qui prend en compte les inégalités de patrimoine est encore plus accablant. Alors que les 10 % supérieurs accaparent 35 % des revenus, ils possèdent entre 60 et 80 % du patrimoine. Depuis 25 ans la part de la richesse mondiale possédée par les milliardaires a triplé. Les 1 % les plus riches ont mis la main sur 38 % de l'augmentation de la richesse alors que les 50 % les plus pauvres n'en captaient que 2 % (Lechevallier, 2021). L'entêtement du gouvernement français à refuser de taxer les superprofits dont le ministre de l'Économie va même jusqu'à nier l'existence est emblématique de l'écotartufferie de la politique des « petits gestes pour sauver la planète » mise en avant avec la sobriété énergétique.

Les menaces sont donc loin d'être écartées. Avec le dérèglement climatique dont les effets se font de plus en plus sentir et qui aggrave

⁸ Voir Thierry Ribault, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, Paris, L'Échappée, 2021.

⁹ Voir Aurélien Berlan, Guillaume Carbou et Laure Teulière (dir), *Greenwashing. Manuel pour dépolluer le débat public*, Paris, Seuil 2022.

encore les conflits, les contradictions et les frustrations des sociétés dites « en développement » ; les flux de migrants cherchant à rejoindre au prix de leur vie les pays riches s'accroissent, tandis que les frontières se ferment de plus en plus, multipliant les drames humains. L'instrumentalisation de cette « menace migratoire » par des démagogues populistes favorise une montée des partis politiques d'extrême droite qui jouent sur les peurs d'un mytique « grand remplacement », de la crainte exagérée du terrorisme islamique et de la perte de l'identité nationale.

Conclusion

Finalement, si le bilan n'est pas déshonorant, la décroissance reste toujours un défi en même temps qu'un pari. Un défi aux croyances les mieux installées, parce que ce slogan constitue une insupportable provocation, voire un blasphème pour les adorateurs du progrès et du développement. Un pari, presque au sens pascalien, parce que, pour nécessaire qu'elle soit, rien n'est moins sûr que la réalisation du projet d'une société autonome de frugalité conviviale, mais en même temps nous n'avons rien à perdre à oser en prendre le risque et tout à y gagner. Le défi mérite, plus que jamais, d'être relevé et le pari d'être tenté.

Bibliographie

- Berlan A., Guillaume Carbou G., Teulière L. (dir) (2022), *Greenwashing. Manuel pour dépolluer le débat public*, Paris, Seuil.
- Buck Cox S. (1985), « No tragedy on the commons », *Environmental Ethics*, n° 7.
- Foucart S. (28/29 novembre 2021), « La nouvelle bataille des OGM », *Le monde*.
- Germani G. (2021), *Verità della decrescita. Via dalla scienza totalitaria per salvare il mondo*, Rome, Castelvechi.
- Gras A. (2003), *Fragilité de la puissance. Se libérer de l'emprise technologique*, Paris, Fayard, 2003.
- Hardin G. (1968), « The tragedy of the commons », *Science*, vol 162 (n° 3859), pp. 1243-1248, DOI : [10.1126/science.162.3859.1243](https://doi.org/10.1126/science.162.3859.1243)
- Lechevallier A-S. (9 décembre 2021), « Rapport sur les inégalités mondiales. Les super-riches toujours plus riches », *Libération*.
- Ribault T. (2021), *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, Paris, L'Échappée.
- Thuillier P. (1995), *La grande implosion, rapport sur l'effondrement de l'Occident, 1999-2002*, Paris, Fayard.
- Zimmerman J-B. (2020), *Les communs. Des jardins partagés à Wikipédia*, Paris, Libre et solidaire.